



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 6 mars 2025

C(2025) 1551 final

DI Caspar Veldkamp  
Ministre des affaires étrangères  
Rijnstraat 8  
Postbus 20061  
2500 EB Den Haag  
PAYS-BAS

**Objet:** Notification 2024/678/NL

**Projet de règlement du secrétaire d'État à la santé, au bien-être et aux sports, établissant des règles de politique générale sur la contamination croisée par des allergènes et l'étiquetage préventif (Règle de politique générale sur l'étiquetage de précaution)**

**Apport d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 <sup>(1)</sup>, les autorités néerlandaises ont notifié à la Commission, le 13 décembre 2024, le projet de *Règlement du secrétaire d'État à la santé, au bien-être et aux sports établissant des règles de politique en matière de contamination croisée par des allergènes et d'étiquetage préventif (règle de politique en matière d'étiquetage préventif)* (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification des autorités néerlandaises, le projet notifié « *précise l'utilisation de l'étiquetage des allergènes. L'objectif est de clarifier les cas de contamination croisée par des allergènes et les cas où l'étiquetage des allergènes doit être appliqué par mesure de précaution.* » Le message de notification indique en outre que « *pour les consommateurs allergiques, il est important que l'étiquette indique si un allergène est présent en quantités susceptibles de présenter un risque réel. L'étiquetage préventif des allergènes ne peut donc être utilisé que s'il apparaît que, malgré les mesures préventives, il existe un risque pour les consommateurs allergiques.* »

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

---

<sup>1</sup> () Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1 à 15.

En ce qui concerne le champ d'application du projet notifié, le message de notification précise que :

- *« Par souci d'exhaustivité, il convient de noter que l'article 13d de la loi sur les denrées alimentaires inclut une clause de reconnaissance mutuelle. Le principe de reconnaissance mutuelle implique qu'un État membre de l'UE ne doit pas interdire sur son propre territoire la vente de biens qui ont été légalement mis sur le marché dans un autre État membre de l'UE au motif que les biens ne satisfont pas à sa propre réglementation nationale. Il importe toutefois que les intérêts publics légitimes garantis par les exigences nationales en vigueur soient suffisamment protégés. »*
- *La règle de politique est appliquée sans discrimination. Les règles s'appliquent à tous les exploitants du secteur alimentaire aux Pays-Bas ».*

La Commission note que les informations concernant la clause de reconnaissance mutuelle et la protection des intérêts publics légitimes, d'une part, et l'application de la règle sans discrimination entre tous les exploitants du secteur alimentaire aux Pays-Bas, d'autre part, ne figurent que dans le message de notification, et non dans le projet notifié lui-même.

Néanmoins, la Commission estime que les informations contenues dans le message de notification pourraient créer une confusion quant à l'application des règles aux opérateurs aux Pays-Bas dans le cas où ils mettent sur le marché néerlandais des produits commercialisés légalement dans un autre État membre de l'UE ou en Turquie (ou originaires d'un État membre de l'AELE et commercialisés légalement dans celui-ci).

La Commission tient à rappeler que, conformément au considérant 16 du règlement (UE) 2019/515 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens <sup>(2)</sup>, pour sensibiliser les autorités nationales et les opérateurs économiques au principe de reconnaissance mutuelle, les États membres devraient envisager de prévoir des « clauses relatives au marché unique » claires et non équivoques dans leurs règles techniques nationales afin de faciliter l'application de ce principe.

Afin de garantir la sécurité juridique et la bonne application du règlement (UE) 2019/515 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens, les autorités nationales sont invitées à inclure dans le projet notifié une clause relative au marché unique, formulée conformément à la suggestion de la Commission dans les orientations sur le règlement (UE) 2019/515<sup>3</sup>, libellée comme suit :

---

<sup>2</sup>() Règlement (UE) 2019/515 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre et abrogeant le règlement (CE) n° 764/2008 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 91 du 29 mars 2019, p. 1).

<sup>3</sup>() Document d'orientation concernant l'application du règlement (UE) 2019/515 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre et abrogeant le règlement (CE) n° 764/2008.

*« Les biens commercialisés légalement dans un autre État membre de l'Union européenne ou en Turquie, ou originaires et commercialisés légalement sur le territoire de parties à l'accord EEE, sont présumés compatibles avec ces règles. L'application de ces règles est soumise au règlement (UE) 2019/515 du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre ».* Dans le cas où les autorités nationales considèrent que la reconnaissance mutuelle porte atteinte à l'objectif du projet notifié, elles sont invitées à le clarifier et à le justifier. Les autorités néerlandaises sont invitées à tenir compte des observations susmentionnées.

La Commission invite en outre le gouvernement néerlandais à lui communiquer l'adoption du texte définitif du projet de règlement technique concerné conformément à l'article 5, paragraphe 3 de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez croire, Monsieur, à l'assurance de ma haute considération,

Pour la Commission,

Wolfgang Burtscher  
Directeur général  
Direction générale de l'agriculture  
et du développement rural